

HALTE À LA PARANOÏA CONTRE LES MUSULMANS

COMMUNIQUÉ
PARIS, LE 23 MAI 2025

Le discours de responsables politiques stigmatise depuis quelques années les musulmans, qu'ils soient Français-e-s ou résident-e-s en France, tantôt suspectés d'être au cœur d'un complot « séparatiste », tantôt désignés comme « entristes » ou pire encore.

Un rapport officiel intitulé « Frères musulmans et islamisme politique en France » a été remis au gouvernement le 21 mai 2025. Ce rapport, assis sur une méthodologie non définie et invérifiable (le rapport est construit sur des raccourcis et beaucoup d'approximations), fait l'objet d'une instrumentalisation politique à des fins de surenchère islamophobe.

Parmi ses faiblesses méthodologiques, ce rapport penche parfois dangereusement du côté du complotisme. En effet, les rapporteurs ne peuvent apporter aucune preuve de l'existence ou de l'importance de l'implantation de la confrérie en France – au motif qu'elle se dissimulerait – ils déclarent : « *cette organisation est hautement probable en France, puisqu'elle existe partout ailleurs en Europe* ». Bref on ne sait pas mais ils doivent y être puisqu'« *ils sont partout* »... Une absence de méthode scientifique qui laisse place à tous les fantasmes et fait peser un soupçon sur tous les musulmans vivant et travaillant en France, assignés comme islamistes potentiels.

La méthode du soupçon généralisé est d'autant plus pernicieuse qu'elle jette l'opprobre sur la lutte contre l'islamophobie dont le mot serait porteur de tous les vices, disqualifiant par avance toutes les critiques.

Au-delà de ces amalgames, que reproche ce rapport à la confrérie des frères musulmans ? Beaucoup de ce que l'on pourrait reprocher à nombre de groupes catholiques traditionalistes. La commande d'un tel rapport se focalisant sur les seuls musulmans relève d'un choix éminemment politique.

Pourtant, Emmanuel Macron entouré du Premier ministre, François Bayrou, et d'autres membres du gouvernement, réunit un Conseil de défense pour décider de mesures – certaines seront rendues publiques, d'autres classifiées « secret défense » – à partir de ce rapport « gazeux ». Quelques temps après l'assassinat d'Aboubakar Cissé à la Grand-Combe et de Djamel Bendjaballah près de Dunkerque, cette mise en scène guerrière (un Conseil de défense !) ne peut qu'aviver les flammes de la haine islamophobe.

Ce rapport et la publicité qui en a été faite contribuent à entretenir tous les fantasmes des chaînes de désinformation continue. Ses recommandations les plus nuancées (notamment lorsqu'il recommande l'apprentissage de l'arabe à l'école et la nécessité d'envoyer des signaux positifs à la population musulmane) sont ignorées au profit d'une lecture exclusivement sécuritaire. Ces instrumentalisations enfoncent encore davantage notre pays dans la division, la suspicion et le racisme.

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle le gouvernement à se ressaisir et rompre avec tout ce qui entretient l'islamophobie dans notre pays. Parmi toutes ses imperfections, ce rapport pointe comme source principale du repli communautaire « *le sentiment d'une islamophobie* », qui tend à devenir la croyance en une « *islamophobie d'Etat* » pour une partie sans doute importante » des Français de confession musulmane. L'islamophobie est pourtant d'abord une réalité, à travers des discriminations et des actes en forte progression, alimentant crainte et défiance, entretenues par une législation (loi « séparatisme » ou proposition de loi sur la « laïcité dans le sport ») et un discours politique profondément stigmatisants. Il est temps que cela cesse ! Retissons la société fraternelle et égalitaire qui est au cœur de la promesse républicaine.

